

Cyrille Cormier

# Climat, la démission permanente

*De « notre maison brûle »  
à la Convention citoyenne  
pour le climat : vingt ans  
de politiques climatiques*

**Les Éditions Utopia**

<b>LA DÉMISSION</b>	169
9. La scandaleuse empreinte carbone de la France.....	171
10. L'autre, ennemi désigné du climat.....	181
11. La démission permanente.....	193
<b>LA RUPTURE</b>	211
12. Vers une politique de rupture .....	213
13. Changer le moteur de l'économie.....	217
14. Renouveler la pratique politique au sein de l'État.....	237
Nous le pouvons, nous le devons!.....	253
Remerciements .....	257
Références et bibliographie .....	259

# Préface

Par François Gemenne

Moi qui ne suis pas Français, je suis toujours frappé à quel point les Français minorent l'influence de leur pays. Quand je donne une conférence sur le climat, il se trouve toujours de nombreux spectateurs qui se sentent impuissants dans la lutte contre le changement climatique, et rejettent la faute sur leur gouvernement ou les multinationales. Et il y a aussi ceux qui estiment que la France fait sa part, mais ne peut rien contre la Chine ou les États-Unis.

De plus en plus, la lutte contre le changement climatique s'envisage dans un cadre national ou individuel : il s'agit de faire sa part. Et une fois qu'on aura fait sa part, on estimera volontiers qu'on a accompli son devoir, et que c'est désormais aux autres d'agir. Comme si les émissions des autres ne nous concernaient plus.

Cette logique est mortifère : elle conduit à l'action individuelle, non coordonnée, accomplie davantage dans la poursuite d'une exigence morale personnelle que dans celle d'un objectif commun. À cet égard, la déconnexion qui existe dans l'Accord de Paris entre l'objectif commun – 2 °C d'augmentation de la température d'ici

2100 – et la somme des objectifs nationaux est éloquente. Si on additionne les engagements pris par les différents États au moment de l'Accord de Paris, on obtient une augmentation de la température moyenne de 3,5 °C d'ici la fin du siècle, dans l'hypothèse – très optimiste – où chacun respecterait ses engagements. À l'heure où j'écris ces lignes, c'est le cas d'environ 10 % des pays signataires seulement. Comme si des étudiants se fixaient un objectif de moyenne collective de 16/20 avant un examen, mais visaient chacun 10/20 au moment d'étudier.

Faire sa part, ce n'est pas assez. Ce n'est pas assez au niveau individuel, ce n'est pas assez non plus au niveau national. On estime qu'entre 25 % et 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'un pays sont déterminées par les comportements individuels de ses habitants. En d'autres termes, les actes que nous posons en tant que consommateurs représentent environ un tiers des émissions de la France. Si l'on veut tenir les objectifs de l'Accord de Paris, nous devons à la fois agir individuellement comme consommateurs, mais nous devons aussi et surtout agir collectivement comme citoyens. Or, de plus en plus de citoyens se sentent dépossédés des choix collectifs, comme si ceux-ci étaient décidés par des instances sur lesquelles ils n'auraient aucune prise. Cette crise de la démocratie représentative, qui aliène aux citoyens leur capacité à peser sur les choix collectifs, est une catastrophe pour la lutte contre le changement climatique.

Elle se double d'une tendance à ne plus agir que dans le cadre de ses frontières nationales, au niveau gouvernemental. Ce « nationalisme climatique », selon lequel chaque État devrait « faire sa part », est une autre catastrophe. La France représente 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour autant, sa responsabilité se limite-t-elle à 1 % dans la lutte contre le changement climatique ? Certainement pas.

D'abord parce que la France est également responsable d'un grand nombre d'émissions qui ne sont pas comptabilisées dans ses inventaires nationaux. Certaines des multinationales parmi les plus émettrices de gaz à effet de serre sont françaises, de Renault-Nissan, n° 1 mondial de l'automobile, à Total, n° 10 du pétrole, en passant par Lafarge-Holcim, n° 1 du ciment. Si la France se contente de faire « sa part », il y a un grand nombre d'émissions de gaz à effet de serre dont personne ne s'occupera jamais – et dont personne ne semble d'ailleurs vouloir s'occuper, comme le souligne très justement ce livre.

Et puis, et peut-être surtout, la France conserve dans le monde un pouvoir d'influence considérable. Ce pouvoir d'influence ne tient pas seulement à son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, mais aussi à son impressionnant réseau diplomatique ou à son prestige culturel. Je suis toujours stupéfait quand des Français me disent que leur pays est impuissant ou ne compte pas sur la scène internationale, comme s'ils étaient citoyens du Paraguay ou du

Lesotho... La France conserve une capacité de rassemblement considérable, dont le succès de la COP21 est sans doute la plus éclatante démonstration. C'est pour cela que la France ne peut pas se contenter de faire sa part. Et c'est pour cela que l'inaction de ses présidents successifs sur le sujet est coupable.

C'est ce que ce livre montre remarquablement : comment les différents présidents ont négligé l'importance de la lutte contre le changement climatique. Il y a bien sûr plusieurs raisons à cela, sur lesquelles Cyrille Cormier revient en détails, mais je voudrais en retenir une en particulier : l'ignorance. Ou plutôt, la méconnaissance de l'importance de l'enjeu.

Le 12 décembre 2016, je me trouvais par hasard dans le bureau de Laurent Fabius au Conseil constitutionnel, pour réaliser un entretien. C'était la date du premier anniversaire de l'Accord de Paris. Personne n'en parlait. Aucun média n'avait relevé la date. Et manifestement, le président Hollande avait également oublié l'anniversaire. Laurent Fabius en était profondément dépité. Ce qui était sans doute le plus grand succès du quinquennat sur le plan diplomatique était déjà oublié, un an après.

Le 12 décembre 2017, Emmanuel Macron, qui n'avait joué aucun rôle dans la signature de l'Accord de Paris, se saisissait de l'occasion du deuxième anniversaire de celui-ci pour reprendre l'initiative diplomatique et organiser un sommet international de la finance pour le climat, le *One*

## Préface

*Planet Summit*. Trois ans plus tard, l'activisme diplomatique sur ce dossier a fait long feu.

Il importe pourtant de relancer la coopération internationale sur le climat. Sans cette coopération, il n'y a pas d'issue possible. C'est la responsabilité première de la France, et celle de son président. Ou peut-être de sa présidente... si vous lisez ces lignes après mai 2022. Faire sa part, c'est une autre forme de démission, qui ne dit pas son nom.

Octobre 2020  
François Gemenne

*François Gemenne enseigne les politiques du climat et des migrations dans différentes universités, notamment Sciences Po Paris et à Bruxelles. Chercheur du FNRS à l'université de Liège, il y dirige l'Observatoire Hugo, un centre de recherche sur l'environnement et les migrations. François Gemenne est l'un des auteurs du 6<sup>e</sup> rapport d'évaluation du GIEC (AR6, WGII) à paraître en 2022.*

# Avant-propos

Au travers de ce court ouvrage, j'ai voulu témoigner de ce que j'ai vu, entendu et découvert de l'attitude de la France face à la crise climatique globale et du rôle spécifique que jouent les présidents de la République.

Dans un monde où le climat change et transforme notre environnement pour toujours, chaque pays doit prendre une large part de responsabilité et d'action, et la France ne doit pas faire exception. Cependant, son siège permanent au conseil de l'ONU, son influence économique globale, sa présence au G7, ainsi que son rôle central au sein de l'Union européenne, traduisent une influence sur la scène politique et économique internationale qui lui impose de prendre une large part dans la résolution de la crise climatique. La France doit notamment s'assurer que l'effort global sera commun et partagé entre l'ensemble des pays du monde, et qu'il sera par ailleurs suffisant pour que les émissions de gaz à effet de serre mondiales soient rapidement réduites et le réchauffement global endigué. Sa capacité à le faire dépendra de son influence sur la scène internationale, mais aussi en grande partie de sa propre vertu climatique. Car comment convaincre les pays d'Europe et les puissances économiques du G7 d'agir avec

responsabilité et solidarité si l'on n'est pas soi-même irréprochable ?

Après quinze années passées à promouvoir les transitions écologiques au sein des mouvements politiques et d'associations, à solliciter les cabinets ministériels, les députés et les sénateurs, à espérer mobiliser les principaux acteurs politiques et économiques du pays dans une lutte climatique sans relâche, mon constat est sans appel : non seulement les dirigeants français n'ont intégré ni la réalité des causes ni l'ampleur des impacts du changement climatique dans leurs politiques, mais ils ont agi avec cynisme, installant vis-à-vis des Français une communication trompeuse, en décalage avec leurs actions et leurs résultats. Une attitude qui aura conduit en vingt ans à une faillite des politiques climatiques de la France, laissant vacant le rôle de leader auquel la France a souvent prétendu dans la lutte climatique internationale. Une attitude qui contribue aussi à la dégradation déjà vive de la relation de confiance entre les dirigeants et les citoyens, au risque, pour nos présidents actuels et futurs, de ne plus savoir convaincre, de ne plus pouvoir agir.

Par cet ouvrage, j'ai voulu décrypter l'action climatique des présidents de la République du XXI<sup>e</sup> siècle : les stratégies de communication politique, les dynamiques au sein des secteurs économiques, mais aussi les défaillances de l'État à mettre en œuvre des politiques efficaces ainsi que les tactiques utilisées pour éviter d'en rendre compte.

Alors que le réchauffement global s'accélère et que ses impacts se font plus virulents que jamais, beaucoup a été dit ces dernières années sur le rôle des citoyens. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs déjà débuté leur propre transition : ils participent au financement des projets d'énergie renouvelable, réduisent les gaspillages et les déchets, consomment moins de viande, ou encore utilisent plus souvent le vélo et le train qu'auparavant. Les communautés de communes, les métropoles, les départements et les régions ont aussi la possibilité – certains le font déjà – de mener des transformations importantes en développant les pistes cyclables et les transports en commun, en aidant à la rénovation des habitations, en favorisant le bio et les menus végétariens dans la restauration collective, en limitant la publicité dans l'espace public ou encore en améliorant la collecte de déchets et le recyclage. Mais ni les citoyens, ni les territoires ne peuvent à eux seuls transformer les pratiques de l'industrie, de l'agriculture, ni modifier les stratégies de consommation et de production ou encore les règles commerciales internationales. Tout au plus, les efforts de chacun permettront de réduire d'un quart l'empreinte carbone du pays<sup>1</sup>. Soyons-en bien conscients : sans coopération soutenue de l'État, les gestes citoyens et les transitions des territoires

---

1. « Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique », 2019, Carbone 4.

resteront insuffisants, tant s'en faut, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Au regard de l'urgence à mobiliser les moyens nécessaires à la lutte contre les dérèglements climatiques, il m'a semblé utile de revenir sur le rôle central de l'État. L'action politique doit entrer dans une phase de rupture sans précédent avec les pratiques politiques et les activités économiques qui alimentent le dérèglement climatique global. À cette condition seulement, chaque citoyen, chaque territoire, mais aussi chaque entreprise auront les capacités d'aller au bout des transitions indispensables à la lutte contre le changement climatique.

Pour que les présidents de la République et les gouvernements – actuels et futurs – prennent enfin les décisions adaptées, il est nécessaire que les citoyens exercent une surveillance plus étroite des politiques publiques. Ils doivent pour cela pouvoir mieux comprendre les enjeux de la lutte contre les dérèglements climatiques ainsi que les actions indispensables à mener. Il leur faut enfin identifier l'ensemble des résistances, y compris au sein de l'État, qui s'opposent à la mise en œuvre des mesures les plus radicales autant qu'incontournables.